

L'isoloir, lieu d'expression ou de bâillonnement politique?

Edito : Quand, au soir du 21 avril 2002, la présence du Président de « l'affront national » au second tour fut connue, nous eûmes droit à toutes les dérives. Non content de nous avoir servi ce mauvais brouet, le système électoral allait nous entraîner vers tous les errements, tous les revirements, ...toutes les « audaces ». D'emblée celles et ceux qui, nombreuses et nombreux, avant le premier tour, avaient dénoncé une campagne toute entière consacrée à la « peur » allaient, à leur tour, laisser libre cours à ce même sentiment fait d'irrationnel, de simplification à l'excès, de déviations dangereuses, toutes choses qui tendent à éloigner les individus du statut de « sujets » pour les renvoyer au seul rôle d'« exécutants » !



Exit Jospin donc ! Chirac, avec ses 19% du premier tour (13% des inscrits), allait porter, seul, sur ses épaules, tous les espoirs rassemblés d'une *démocratie représentative* passablement dévaluée. Un second tour sans représentant de la gauche, qu'elle soit « gouvernementale » ou tout simplement « illusoire », nous offrant là les limites ultimes d'un système inique, tant décrié par les anarchistes : *le choix cornélien par lequel tous les étatistes convaincus pourraient éliminer le «facho», en plébiscitant au besoin, le « voleur »...*

Même si beaucoup le firent en se pinçant délicatement le nez, socialistes, communistes, trotskistes, écologistes et même une infime partie des d'anarchistes votèrent sans trop se faire prier pour l'hôte de l'Élysée. Avec 82%, le seul Chirac pouvait alors poursuivre la politique libérale déjà engagée sous son premier septennat, sans aucun recours possible, sans aucun garde-fou ! Depuis 2002 toutes les attaques anti-sociales ont été amplifiées. De reculades en abandons, nous avons perdu les quelques acquis des victoires prolétariennes du passé. Le « suffrage universel » une fois encore avait fait son œuvre ! A celles et ceux qui, malgré toutes les mauvaises leçons que nous a légué l'Histoire, défendaient encore l'idée de «*démocratie*» représentative (ou même participative), le résultat du référendum de mai 2005 allait porter un nouveau coup !

La victoire du NON, qui mêlait dans les urnes les bulletins de gauche, d'extrême gauche, de droite et d'extrême droite, n'allait en rien changer le cours de la construction européenne, entamée au pas de charge par les libéraux de tous bords. Une nouvelle leçon donc qui n'allait pas ouvrir les yeux des « votards » fous. Le système électoral a été initié par la bourgeoisie, et son but n'a jamais été de fournir les conditions fondamentales d'un changement. Il ne permet et ne permettra jamais autre chose qu'un renouvellement des équipes dirigeantes, du personnel politique, mais certainement pas de système ! Avant les élections il y avait l'exploitation ! Avec les élections il y a et il y aura toujours l'exploitation ! Le fascisme tant décrié trouve, malgré tout cela, plus d'égards auprès de celles et ceux qui s'apprentent une fois de plus, une fois encore, à sacrifier au rituel du bulletin dans l'urne. En revanche, les critiques tombent drues sur la tête des seuls anarchistes. A les en croire, les seuls mauvais joueurs feraient partie de notre courant d'idée. Avouez que l'analyse portée par tous nos détracteurs (droites, gauches, extrémistes ou non) est un peu courte et, plus le paradoxe est gros, plus il tend à passer ! Ajoutons que, Marine Le Pen, répondant à une question concernant l'abstentionnisme, le 5 janvier sur *France Inter*, déclarait : «...Nous n'avons pas d'a priori. Que les gens votent on ne peut que s'en réjouir... »

ajoutant même que les inscriptions massives concernaient « *des gens de gauche ou des Français* » désirant se réintroduire dans le débat politique ». De telles déclarations tendent à démontrer que l'électoralisme intéresse vivement le Front National, dès lors que sur le terrain de la « démocratie représentative » non seulement il est légitimé, mais il existe et se développe... Bilan contre bilan, les anarchistes n'ont rien à envier aux votards, bien au contraire ! L'arrivée de Sarkozy au gouvernement (en 2002) lui a permis de mettre en pratique, au quotidien, les idées de Le Pen, et ça, ce n'est pas de la faute des anarchistes ! Voter avec (ou comme) Le Pen afin que le NON puisse l'emporter lors du référendum du 29 mai 2005, ce n'est pas plus de la faute des anarchistes ! En revanche, ne pas s'associer aux anarchistes quand ils proposent d'en finir avec la société inégalitaire, avec le fascisme du Front, fascisme rampant du libéralisme et de la social démocratie réunis, la voilà l'erreur des électoralistes, en tout cas de ceux qui désirent sincèrement que la société change en profondeur, mais qui ne s'en donnent pas les moyens ! C'est en effet par la lutte, par l'auto-organisation et par le rejet de l'électoralisme bourgeois que nous pouvons y parvenir. Alors ce n'est pas trop tard : votez avec vos « pieds » et avec vos « têtes », loin des isoloirs mais dans les rues, les manifestations contre tous les pouvoirs et contre toutes les inégalités.

Lepénisation des esprits et pénétrations des idées extrémistes dans la société française

Les résultats du dernier sondage TNS Sofres sur « l'image du Front national dans l'opinion », publiée par *le Monde* le 15 décembre 2006, ont donné lieu à un débat polémique. La question soulevée par ce sondage serait de l'ordre de l'interprétation et, donc, de l'écart entre certains des commentaires et les résultats du sondage eux-mêmes. La grande majorité des commentateurs s'accorde à dire que « les idées de Jean-Marie Le Pen seraient en progression et auraient tendance à se banaliser d'où la hausse récente enregistrée dans les intentions de vote en faveur du président du FN... » Les responsables du FN, eux-mêmes, y voient la preuve d'une « *lepénisation des esprits* » L'objet de la polémique vient du fait que certains considèrent qu'il n'y a pas développement du phénomène mais stagnation. De là à penser qu'il disparaîtra de lui-même il n'y a peut-être qu'un pas que ces derniers seraient disposés à franchir. Car enfin, s'il ne s'agit pas de cela, comment peut-on se satisfaire de

déclarer qu'il y stagnation, et seulement stagnation ? Le nombre de sondés qui approuvent la façon dont le président du FN défend les « valeurs traditionnelles », traite la « situation dans les banlieues » ou critique la « classe politique », est en incontestable progression... Les idées du FN, restent sans conteste à un niveau élevé d'adhésion quand elles ne continuent pas de progresser... 26 % des personnes interrogées se déclarent « tout à fait » et « assez d'accord » avec les « idées » de Le Pen et 59 % déclarent être d'accord avec l'affirmation « Il y a trop d'immigrés en France » ! En réalité, les idées du Front National sont banalisées depuis un bon bout de temps déjà. L'électoralisme républicain et « démocratique » n'a fait qu'amplifier le phénomène de pénétration déjà entamé dès le milieu des années « 80 ». En effet, l'électorat lepéniste a toujours été caressé dans le sens du poil entre les deux

tours de toutes les élections et quelquefois même dès avant le premier tour. L'effort de captation mis en oeuvre par les « majors compagnies » (UMP, PS, PC, MDC...) en direction de cet électorat, les a poussées jusqu'à faire leurs, les thèmes sécuritaires et les slogans fleurant bon le « national populisme ». Depuis Les élections présidentielles de 2002, ce phénomène s'est doublé de la reprise par certains, voire de la mise en application par d'autres et non des moindres (au gouvernement), d'une partie non négligeable du programme lepéniste. Le Pen s'est donc trouvé dépassé par des politiciens, « habiles » (Sarkozy et de Villiers) à couler ses propres thèses dans le moule démocratique. **Banlieues... Précarité... communautarisme...** Lorsque, fin 2005, à la suite des émeutes des banlieues, Jacques Chirac à la télévision reconnut qu'il y avait, à la base, un problème de discrimination et que, malgré cela (ou à cause de cela), la France refusait d'« assumer

Suite page 2...

Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE du N° 63

Page 2

... *lepénisation des esprits...*
... *Racisme Ordinaire* ...

Page 3

... *Flicage policier* ...
... *Flicage politique* ...

Page 4

OAXACA
La mémoire de Florès Magon

Contacts C.G.A.

» sa propre « diversité » il ne faisait qu'avouer une bien triste réalité : La France des pauvres, quand elle se double d'une France d'origine « étrangère » n'entrevoit jamais la justice, encore moins l'équité quand elle ne se trouve pas confrontée à l'exclusion et au racisme du quotidien...

En stigmatisant l'origine des jeunes des banlieues, les déclarations du sinistre Sarkozy vinrent alimenter un racisme déjà bien ancré dans l'opinion. Les banlieues nettoyées au « Kärcher » et la lutte contre les « racailles » ne préfiguraient pas un dérapage sémantique mais annonçaient, à grand renfort de médias, la reprise de certains thèmes lepénistes au niveau gouvernemental. Les dispositions concernant l'état d'urgence, peu ordinaires en démocratie, vinrent ajouter, dans ce climat délétère, une dimension de puissance et de répression propre aux Etats « forts »...

A côté de cela, le retour du Religieux et les idéologies intégristes ont contribué largement à l'ancrage des idées et des attitudes fascisantes, en créant des réflexes communautaires et des comportements d'exclusion, notamment concernant les femmes et leur place dans la société. Si la nécessité de combattre sans faiblesse ces mouvements s'est fait légitimement sentir, paradoxalement elle a contribué à l'émergence de discours plus qu'ambigus (opposés aux premiers mais tout aussi nauséabonds), discours outranciers tenus indifféremment par des hommes et des femmes de droite et de gauche

Délinquance...Sécuritaire... Répression... Justice... Affaires...

Par delà le discours sécuritaire qui avait submergé toute la classe politique, bien avant les élections de 2002, c'est à la construction d'une société mise sous surveillance que les gouvernements de Raffarin et de Villepin se sont attelés. Le **sécuritaire** érigé en première garantie de la « Liberté républicaine » a mis l'accent sur la liberté de propriété, sur la liberté d'entreprise, ne se préoccupant que très partiellement des libertés individuelles, quand ces dernières ne se voyaient pas restreintes à la « peau de chagrin ».

Un arsenal de lois liberticides est venu encadrer, limiter et, très souvent même, nier les libertés et les droits des individus.

Le Ministre de l'Intérieur s'est fait le chantre de la punition, du bâton, de la délation, ne reculant devant aucune audace répressive. Péchant définitivement dans les eaux troubles du Front national et se vautrant même dans son marigot, Sarkozy a multiplié les déclarations outrancières vis à vis des jeunes « issus de l'immigration » les assimilant très souvent à des délinquants.

Dans le même temps la précarisation galopante de la société livrée à un libéralisme sans contrainte n'a fait qu'accentuer le fossé existant entre les pauvres (les déclassés) et les nantis. Elle a conduit à ce qu'une situation totalement inadmissible, du seul point de vue du droit et de l'équité, devienne la norme sociale : les pauvres n'ont « droit » qu'à des jugements expéditifs alors que les nantis peuvent disposer de la connaissance et de tous les moyens financiers... Cela s'est traduit par un ressentiment vis à vis de la classe politique : « ...la société française

souffre de l'absence d'un projet de société net, clair et précis. Cela crée de l'angoisse et alimente le sentiment d'incertitude. »

Autre contribution à l'ancrage extrémiste dans la société, c'est à coup sûr le sentiment de déliquescence et de désagrégation de l'appareil d'Etat au profit des partis, organisations, coteries qui se servent (nous pourrions écrire qui se gavent) directement à la source. L'affaire **Clearstream** qui ne fait que préfigurer toutes les magouilles qui ont cours dans les plus hautes sphères de l'Etat, n'a abouti qu'à une polémique entre la police et la justice...

En critiquant, par ailleurs, vertement la justice, Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas excité les corporatismes judiciaires et politiques, inscrivant la division au coeur même de l'appareil gouvernemental. N'a-t-il pas préfiguré, une fois de plus, un Etat fort à dimension fascisante qui privilégie la répression et la force policière sans pour autant se séparer de l'appareil judiciaire mais en lui balisant ses terres d'intervention...

Education...

« L'ordre républicain » qu'il faut restaurer, la « sécurité » qu'il faut assurer, avec en exergue un supplément de **menaces** contre les familles qui « éduquent mal leurs enfants » voilà bien la marque des préoccupation sociales en société libérale : (Ce sont les « salauds de pauvres » qu'ils faut stigmatiser plutôt que de s'attaquer aux conditions qui leurs sont faites !

Dans la bouche du Ministre de l'Intérieur, la dénonciation de « l'hypocrisie » du système éducatif actuel n'a d'égalé que son envie de redonner aux élèves « le goût de l'effort » et du « mérite ». Là encore il propose « que les règlements intérieurs des établissements soient plus précis et plus solennels ». Entre « la règle dont on frappait les doigts des enfants et l'enseignante qu'on tutoie, il y a un juste milieu, celui de se lever quand le professeur entre, (...) entre l'uniforme et le jean taille basse qui laisse voir trop de choses il y a un juste milieu, celui d'une tenue décente » nous dit Sarkozy qui laisse entrevoir dans ce domaine comme dans tant d'autres son ouverture d'esprit...

Par ailleurs, il dessine un système de rentabilité éducative : il veut évaluer « plus souvent les enseignants sur la base des progrès des élèves » et rétablir l'ordre. « En faisant de l'élève l'auteur de son propre savoir, une idéologie irresponsable a mis l'élève à la place du maître », a-t-il lancé. De la même façon, « en mettant les parents au même niveau que les enfants, une idéologie folle a couvert les familles de son mépris », a-t-il martelé. Dans la « France d'après » de Nicolas Sarkozy, les professeurs ne seraient pas les seuls à être sanctionnés pour les mauvais résultats des élèves. Les « jeunes qui sèment le trouble » dans les établissements scolaires en seraient exclus et les allocations familiales, « mal utilisées », seront « mises sous tutelle ». Les parents n'auraient plus d'excuses à la médiocrité de leurs enfants, puisqu'ils pourront les laisser « à l'école jusqu'à 18 heures, une fois leurs devoirs faits, plutôt que dans la rue ».

La position du PS sur la carte scolaire, consiste sinon à la supprimer totalement, du moins à l'élargir. Ainsi la ghettoïsation de la société, s'en trouverait amplifiée dès lors que les parents pourraient inscrire leurs enfants dans les établis-

sements de leur choix. En restreignant, voire en retirant les moyens mis à disposition des établissements en Zones d'Education Prioritaire, les enfants des couches socialement fragilisées de ces quartiers n'auront comme horizon que l'exclusion...

« Les professeurs qui n'en font pas assez... », « Les fonctionnaires qui se plaignent toujours et qui se font du gras sur le dos de celles et ceux qui "travaillent vraiment" » voilà en condensé des thèmes récurrents qui alimentent les discussions de bistrot quand ils ne sont pas repris dans les plus hautes sphères... Poujadisme et fascisme font bon ménage.

Immigration... Sans Papiers...

« *l'immigré Sans Papiers ne rase pas les murs... Lui, il rampe, il se cache, car il n'a pas de papiers et il est victime de l'intensification des contrôles. Il sait qu'il est dans une situation de précarité totale, à la fois psychologique et morale.* »

A côté de cela, les Français mélangent tous les immigrés, qu'ils aient des papiers ou pas. Ils en ont une vision floue. Dans l'imaginaire collectif, l'immigré apparaît comme un « *profiteur* », au « *teint basané* », « *analphabète* », qui vient « *avec une ribambelle de gamins bouffer les allocations.* »

A écouter pareilles conneries, on a le sentiment que les idées lepénistes ont réussi à toucher l'opinion publique.

L'immigration, cheval de bataille des frontistes, est devenue le bouc émissaire officiel de la place Beauvau. Tout un arsenal de lois répressives est venu corseter les faits et gestes, la vie, des populations d'origine étrangère. Avec ou Sans Papiers, il ne fait pas bon vivre dans l'hexagone tricolore des « Non Droits de l'Homme ».

Aussi, ne faut-il pas s'arrêter au seul Le Pen quand il s'agit de lutter contre les discriminations, car lui-même prend appui sur des discriminations qui existent déjà. Ce n'est pas lui qui a refusé la régularisation des sans papiers ou qui a fait de l'immigration le bouc émissaire bien commode, le responsable de tous les maux.

La répression quotidienne, les arrestations, les expulsions massives, les charters, les centres de rétention, les circulaires discriminatoires ont été et sont l'apanage des gouvernements successifs depuis près d'une dizaine d'années!

Mais la droite a fini par rendre acceptable l'idée selon laquelle il vaut mieux l'original lepéniste à la copie sarko - villiériste.

Lourde responsabilité qui n'exonère en rien la gauche de son incapacité ! En effet son mutisme sur ces questions commence à être assourdissant et permet aux idées les plus extrémistes de s'ancrer durablement dans la société.

Les ralliements

Si le retour au bercail de la famille mégrétiste n'est pas pour nous surprendre, il est d'autres ralliements directs ou d'autres déclarations qui relèvent d'un constat : si les discours populistes, franchouillards, racistes et nauséux ont trouvé leur place dans le champ de la politique politicienne et, plus largement, dans la société, c'est parce qu'ils ont acquis une légitimité au travers des déclarations d'un certain nombre de personnages « en vue »... « *Le bruit et l'odeur* », « *nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde...* », « *la racaille* » etc...

Récemment, Alain Soral, jusqu'à peu pamphlétaire apprécié des républicains et fort présent dans la campagne chevènementiste, est même persuadé que Le Pen saura se mettre dans les habits de De Gaulle et incarner le rassemblement et le redressement national.

Un autre personnage, Dieudonné qui jadis s'attaquait aux thèses lepénistes ne trouve maintenant rien de mieux à faire que d'aller visiter les stands à la fête du « front ». De vannes « anti-sémites » en dérives racistes il s'est taillé un public à sa mesure. Populiste, un brin poujadiste et prêt à rire des travers, des tics et des « noms » d'une catégorie de gens, ceux qui porteront l'étoile jaune dans les années quarante. Georges Frêche, ci-devant Président socialiste du Conseil régional du Languedoc - Roussillon, qui un temps reprocha à son prédécesseur d'avoir pactisé avec le FN, ne regrette-t-il pas de voir un trop grand nombre de « noirs » dans la sélection française de foot ?

Et, Pascal Sevran cet amateur de télé qui, non content de nous bercer de sa nostalgie musicale s'emploie maintenant à chevaucher d'autres nostalgies, plus Extrémistes celles-là... Ne se fait-il pas le chantre d'un malthusianisme racial en proposant de stériliser les Noirs pour résoudre la faim en Afrique ?

Et serge Moati qui, invité d'une émission de la mi-journée, sur France Inter, agresse Didier Porte, parce que celui-ci lui reprochait d'avoir trouvé Le Pen sympathique...

En conclusion

Les idées extrémistes sont aujourd'hui répandues dans toutes les couches de la société. Elles ont des représentants patentés, Le Pen, De Villiers, des relais prestigieux dans les sphères gouvernementales, d'autres tout aussi prestigieux au sein de la nomenklatura politicienne, des « artistes », des auteurs, et de très nombreuses personnes bercées par les solutions simplistes et les recettes national-populistes. Au point même que certains viennent aujourd'hui servir la soupe à la bête immonde parce qu'aujourd'hui cela est redevenu à la mode, parce que plus rien n'étonne ni ne gêne !

Aussi, nous faut-il très vite en revenir aux recettes d'antan, celles qui considéreraient que le fascisme ne se combat pas par l'entremise de la classe politique mais plus sûrement par l'action directe et autonome des individus et collectifs, avec la volonté d'en finir avec ce qui génère le fascisme lui-même : l'exploitation de l'Homme par l'Homme et son corollaire l'aliénation des individus et la perte de souveraineté au profit de l'Etat omnipotent.

Nous voulons lutter contre la lepénisation de la société et pour cela nous vous convions à nous rejoindre pour combattre tous les fascismes, tous les Le Pen conscients, tous ceux qui l'imitent et tous ceux qui inconsciemment l'aident en creusant le tombeau de nos libertés.

Edi Nobras



Dieu a créé l'Homme à son image, ce qui est différent n'est donc pas vraiment humain... Alors pour nous, pauvres mécréants, nul moyen d'opposer la notion hérétique de biodiversité. La pensée unique c'est beaucoup plus facile. L'état va donc encadrer, contrôler, surveiller et finalement réprimer, tout ce qui est différent.

Cette discrimination, c'est le fascisme. Toute perte de liberté, entre autre sur les critères totalement subjectifs de la différence, est une perte de liberté pour tous. Lorsque les schémas du racisme s'étendent à l'ensemble du tissu social, nous n'aurons tout simplement plus le loisir de nous exprimer.

Groupe Mata Negra

Chronique du racisme ordinaire

Amed, 24 ans, basané, est embauché l'été dernier par la mairie d'une ville de l'Est de la France.

Entre autres, dans ses attributions, il est chargé de la collecte des parcmètres de l'un du quartier de cette bourgade. Le premier jour de son travail, alors qu'il relève les compteurs sur un trottoir, il est arrêté par la police municipale et emmené au poste car les agents ne croient pas à son histoire d'embauche " d'un type comme lui ...".

L'histoire pourrait faire sourire, mais c'est simplement le premier stade de la pénétration des idées fascistes, au travers du racisme, dans notre société.

Le racisme qu'il vienne du comptoir d'un bistro ou de la ménagère de moins de 50 ans, n'est jamais anodin, mais lorsqu'il émane des représentants de l'état, il est encore plus pernicieux... Les outils qui sont donnés aux représentants des forces de l'ordre leur permettent en toute légalité de créer la discrimination

dans notre société. On peut partir de cet exemple pour expliquer ces clichés pourtant bien connus, mais que la société ne semble pas reconnaître. Le simple fait qu'un " étranger " manipule l'argent c'est louche, qu'il travaille pour la collectivité c'est encore plus louche, mais qu'en plus il tourne autour des voitures, ça ne peut être que pour un mauvais coup !

Le racisme, qu'il soit ethnique ou de classe, conduit forcément à l'oppression du groupe détenant le pouvoir sur les autres. Ces idées et ces méthodes, banalisées puis finalement acceptées, sont des outils qui facilitent la gestion de la société par nos dirigeants en nous opposant les uns aux autres. Aujourd'hui les noirs, les homosexuels, les handicapés, les pauvres et les chômeurs, demain les autres... La désignation d'un coupable, responsable de tous les maux, c'est le pouvoir qui annonce l'ouverture de la chasse. L'existence d'un coupable déculpabilise l'individu lambda qui, du coup, abandonne la lutte. C'est l'arme de l'im-

mobilisme, le renoncement de la société : le premier pas vers le fascisme. Le deuxième pas, pour ceux qui n'ont pas renoncé, c'est de se tromper de combat : pendant que l'on s'occupe des étrangers qui soient disant nous piquent notre boulot, le capitalisme, lui, avance inexorablement ...

Le racisme est d'autant plus injuste qu'il ne relève pas d'un choix, mais au départ de simples critères physiques. Il est plus évolué lorsqu'il s'attaque à l'image renvoyée par l'autre et qu'il aboutit à une classification morale, idéologique et hiérarchique des individus.

Le schéma animal du racisme qu'il y a en l'Homme est simple, ce que l'on ne connaît pas fait peur. On cherche donc à le détruire. Ce qui implique que l'on ne reconnaît pas à l'autre la possibilité d'être différent. Il est beaucoup plus simple qu'il n'y ait qu'une seule norme comprise par tous. A ce stade, le fascisme est entré dans la société. Ces schémas sont renforcés par toutes les religions du monde,

Contre le flicage permanent de nos vies et la criminalisation de la pauvreté, A bas la société capitaliste et sécuritaire!

La loi dite de "prévention de la délinquance", adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 5 décembre 2006, nous touche tous et toutes puisqu'elle consiste à contrôler, surveiller, fichier et réprimer les personnes qui rencontrent des difficultés. Cette loi liberticide répond à une logique de mise en place d'une société sécuritaire qui criminalise ceux et celles qui souffrent le plus des inégalités économiques et sociales. En effet, dont-on rappelle que la principale "insécurité" subie par tous et toutes, c'est l'insécurité sociale? La précarisation de nos vies s'accroît toujours plus: emplois précaires, remise en cause des droits des travailleurs-ses, accès aux logements décentes de plus en plus difficiles, soins médicaux qui deviennent réservés aux riches... La société capitaliste a pourtant des assises bien connues: une course effrénée pour le profit de quelqu'un-es pendant que les pauvres sont de plus en plus nombreux-ses. Pour maintenir cette société de classe, une politique de criminalisation des mouvements sociaux et de tous ceux et celles qui se rebiffent se développe au fil des différents gouvernements.

Avec les lois LSQ et LSI, la matraque était dirigée particulièrement sur les personnes considérées par le pouvoir comme "marginales" de notre société: répression de la mendicité, chasse aux gens du voyage, aux prostituées, aux fraudeurs-ses des transports en communs, aux personnes qui se rassemblent dans les halls d'immeubles... Avec les différentes lois sur l'immigration, la chasse aux étrangers est ouverte. Les politiques veulent "choisir" les immigrés pour disposer d'un stock de travailleur-ses malléables et exploitables à souhait. Aujourd'hui, ceux et celles qui luttent pour un droit des "étrangers" à vivre où bon leurs semblent doivent cacher des enfants pour empêcher l'expulsion de leur famille. Aujourd'hui, la loi dite de "prévention" de la délinquance s'appuie sur le contrôle et le fichage des personnes en difficultés sociales: Les informations détenues par divers professionnels du social, de l'éducation et de la santé seraient transmises au Maire. Ces attaques au secret professionnel transforment progressivement l'accompagnement social et éducatif en une vaste opération de flicage et de délation. Le personnel socio-éducatif va se

retrouver peu à peu dans l'incapacité de pouvoir exercer leur métier qui est basé sur la confiance, l'échange et le respect de l'autre. En réaction, des luttes des travailleurs sociaux s'organisent comme, par exemple, dans le puy de Dôme où 57 assistantes sociales ont été mises à pied temporairement. Ces assistantes sociales refusaient d'effectuer la saisie informatique des dossiers RMI et donc de fournir au conseil général (PS) une liste des noms des "RMIstes" du département.

Un pouvoir accru des maires: Les élèves en difficultés scolaires, les précaires fréquentant les services sociaux (notamment pour l'obtention du RMI), les personnes hospitalisées sous contrainte en psychiatrie (avec la loi, l'hospitalisation d'office n'est plus soumise à un avis médical)... seront fichés par le maire qui travaille avec le préfet de police et donc les forces répressives.

L'enfermement des mineurs: La répression des jeunes, au détriment de l'éducation et la prévention, est au cœur de l'arsenal répressif mise en place par cette loi. Dès 13 ans, le contrôle judiciaire sera appliqué pour les

mineur-es. L'amendement proposé récemment pour les auteurs de soit-disant "embuscades" vise à accentuer cette judiciarisation de la prise en charge des mineurs et ceci, sous des motifs qui seront flous et très certainement abusifs. La justice de classe est une fois de plus, réaffirmée. Nous n'oublions pas la construction en cours de 7 établissements pour mineurs en France dont un dans la banlieue lyonnaise, à Meyzieu (son ouverture étant programmée pour l'été 2007). Ces véritables prisons pour enfants, une fois construits, seront remplis pour être "rentabilisés". Cette logique de répression des mineurs est basée sur une "peur du jeune" qui est entretenue largement par les médias et les déclarations populistes des politicien-ses.

La véritable insécurité, c'est la précarité qui nous touche toutes et tous. Nous ne voulons pas de cette société capitaliste et sécuritaire qui fiche, contrôle, réprime et enferme les précaires ou tous ceux et celles qui ne correspondraient pas à une certaine norme. Organisons-nous face à ces logiques liberticides qui entretiennent et permettent la société capitaliste. Luttons contre cette société totalitaire qui s'étend en éliminant peu à peu nos libertés!

CGA Lyon

Flicage génétique : Corps et âmes pour la Police ?

ADN, kézaco? Trois lettres : A,D,N. Question basique : à quels mots font elle référence? Arme de Destruction Neutre, Apogée Des Nanotechnologies ou Anti Désarmonie Nouveau ?

Non, l'ADN code pour : acide désoxyribonucléique. Cette molécule, présente chez tous les organismes vivants se situe entre autres dans les noyaux de nos cellules (environ cent mille milliards dans notre corps). C'est elle qui permet la fabrication des protéines, éléments constitutifs de notre carcasse.

L'ADN est composé d'un assemblage de quatre molécules plus petites, dont l'ordre est caractéristique. Si la plupart des séquences ADN sont communes entre les humains, certaines sont propres à chaque individu et déterminent donc avec certitude, par comparaison avec une base de données, l'identité de quelqu'un.

L'empreinte génétique, aussi appelée "signature génétique" ou "test ADN", est une technique pour identifier des individus de la même espèce en utilisant simplement un petit échantillon de leur ADN. Sa découverte par Alec Jeffreys de l'Université de Leicester date de 1985.

La petite histoire du FNAEG¹

Suite à cette découverte, l'état n'a pas tardé pour légiférer puisque dès 1998, la loi Guigou (sous Jospin) crée le FNAEG. Ce fichier regroupe les profils génétiques d'individus pour comparaisons éventuelles. Au départ, celui-ci était réservé à la délinquance sexuelle puis a vite été élargi à la criminalité, crimes avec violence, atteinte aux biens (dégradation, destruction). Aujourd'hui, avec la LSI², le fichier s'étend à 137 infractions dont les vols simples, tags, manifestations (par le truchement de la rébellion ou l'outrage). Le gouvernement se vante d'ainsi couvrir la quasi-totalité des crimes mais oublie étrangement d'évoquer que l'abus de biens sociaux, la corruption ou le trafic d'influence sont exclus des infractions pouvant conduire au fichage... (comme quoi la loi protège quand même !)

Concrètement, si vous avez été condamné pour une infraction ou même simplement suspecté (!), vous pouvez être soumis à un prélèvement ADN en vue d'un fichage qui sera conservé 40 ans.

De plus, depuis 2003⁴, le refus d'un prélèvement ADN est passible d'un an de prison ferme et de 15 000 € d'amende !

Un outil au service d'une société totalitaire Dans ce cadre, nul besoin d'ADN pour démontrer l'affiliation totalitaire de ces mesures, d'autant plus qu'elles ne sont pas isolées, bien au contraire ! Le FNAEG s'ajoute aux fichiers existants (FAED⁵, FPR⁶, STIC⁷...). Ceux-ci contribuent ouvertement à un fichage de masse de la population, en commençant aujourd'hui par les militants de tout poil, représentant, sous diverses formes, des contre-pouvoirs.

Le caractère arbitraire des prélèvements (cf. encadré à propos de Benjamin D.), associé aux déclarations de C. Pasta, procureur de la république "Tant qu'il⁸ refusera le prélèvement, j'engagerai à nouveau des poursuites et il sera reconvoqué. On peut le mettre au trou pour récidive" met clairement en évidence un des buts du FNAEG. Non contentes d'habiter la population au fichage policier, les pratiques actuelles ont pour objectif de criminaliser toute forme de résistance. Pour preuve, un grand nombre de militants du mouvement du printemps 2006 ont été fichés par leur ADN.

Si l'on place sur la même table l'ensemble des fichiers existants, l'essor constant de la biométrie, l'omniprésence de la vidéosurveillance et leurs évolutions à venir notamment grâce aux nanotechnologies, on se trouve face à un véritable arsenal étatique chaque année renforcé par tous les gouvernements, quels qu'ils soient...

Avec la biométrie, le corps est à nouveau l'objet du contrôle par une machine, laquelle n'accepte que la binarité. Ainsi, une borne biométrique située dans un établissement scolaire ne donne que 2 réponses "peut manger" ou "ne peut pas manger" en fonction de l'état du solde financier de l'élève. Pas d'alter-

native... Imaginons des applications du même type dans le monde du travail...

Pour plagier Hercule Poirot, la question légitime est "à qui profite le crime?", entendant par crime le fait de disposer d'une banque de données touchant à l'essence même de l'être humain par les services de police.

Un retour 65 années en arrière dans l'histoire de notre chère "patrie" permet d'entrevoir des éléments de réponse. La rafle du Vel'd'Hiv, qui a permis l'arrestation de 12 884 juifs, s'est notamment appuyée sur le fichier Tulard. Ce fichier, élaboré par le flic du même nom, recensait originellement des communistes puis s'est étendu aux juifs sous Vichy. Quand on sait que la Gestapo tabla sur 22 000 arrestations, on peut se demander si leur objectif aurait été atteint grâce à un fichier génétique...

Le FNAEG et ses congénères ne peuvent que servir à compléter l'arsenal sécuritaire en place et à venir. Il n'est pas incongru d'imaginer un agent de l'état déposer un cheveu d'un individu à écarter sur la scène d'un crime quelconque !!

La technique et l'état

Sans décrier la technique pour elle-même, puisque consubstantielle à l'être humain, il est à noter que "la technique renforce l'état qui renforce la technique"⁹. Pour cela, il convient d'intégrer la technique dans nos luttes, au même titre que les dimensions politiques, sociales, économiques, environnementales... La technique n'est pas à bannir (pas plus que la politique) mais puisqu'elle touche tout le monde, elle doit être gérée collectivement, tant d'un point de vue de la recherche que des applications afférentes. Le pouvoir se sert de la recherche publique pour mieux nous asservir, rapproprions nous la science et combattons la technocratie !

Pour commencer, portons le débat sur ces prélèvements datant d'un autre âge, organisons des soutiens aux personnes ayant refusé et opposons leur¹⁰ un rapport de force massif !!

¹Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques

²LSQ, Loi sur la Sécurité Quotidienne, Daniel Vaillant, 2001

³Loi sur la Sécurité Intérieure, Nicolas Sarkozy, 2003

⁴Loi sur la Sécurité Intérieure puis augmentée par la loi dite Perben II, Dominique Perben, 2004

⁵Fichier Automatisé des Empreintes Digitales

⁶Fichier des Personnes Recherchées

⁷Système de Traitement des Infractions Constatées (des millions de personnes recensées)

⁸Benjamin Deceuninck, Nda

⁹Jean-Luc Porquet, Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu, Le Cherche Midi, 2003

¹⁰Nos gouvernants actuels, passés et futurs.

Le cas de Benjamin Deceuninck:

En Septembre 2001, 70 personnes dont Benjamin participent à un arrachage de betteraves transgéniques. Seuls 11 militants seront condamnés à des peines de prison avec sursis. 5 ans après les faits, 6 des 11 condamnés se voient convoqués à la gendarmerie en vue d'un prélèvement ADN. Benjamin refusera alors de cracher dans les éprouvettes gouvernementales et a donc du subir les affres de la machine judiciaire. A l'heure actuelle, après 2 procès (25 Août et 28 Novembre 2006), seuls 500€ d'amende sont requis. Le rendu du jugement aura lieu le 26 Janvier 2007 à Nîmes.

Devant les autres refus qui s'accumulent (une centaine au moins), une brèche s'ouvre dans l'aile du Renseignement : rejoignez les différents collectifs existants ou créez en !!

Plus d'infos sur : <http://refusadn.free.fr> et <http://1984.over-blog.com>

Oaxaca : la mémoire de Flores Magon

Les dernières nouvelles de la « commune libre d'Oaxaca » ne sont pas bonnes : l'heure est maintenant à la lutte pour le retour des disparus et la libération des prisonniers. Assassinats, enlèvements, torture, intimidations, arrestations se sont multipliés ces derniers temps. Le bruit des bottes est maintenant le lot quotidien du peuple d'Oaxaca. La réponse des gouvernements-local et fédéral-mexicains est sans appel : le peuple doit se soumettre à l'Etat démocratique. Pas question d'en contester les représentants, quant aux revendications des uns et des autres il n'est pas question non plus de les entendre et encore moins d'y répondre. Les élections terminées il ne reste plus aux citoyens de la Démocratie qu'à travailler (pour ceux qui ont un emploi) et à fermer leur gueule.

En démocratie, comme dans n'importe quel autre système régit par l'autorité de l'Etat, il ne fait pas bon revendiquer avec détermination et encore moins contester l'autorité et/ou ses représentants. Malheur à ceux et à celles qui se lèvent et qui revendiquent leur volonté de vivre dans une société plus juste, plus libre, plus respectueuse des sans-grades. La dignité des petits fait de l'ombre à la toute-puissance des profiteurs de tous poils et des tenants de l'ordre établi. Ceux-là préfèrent la corruption et la coercition à l'entraide et à la liberté.

Les dirigeants mexicains n'ont sans doute pas oublié qu'Oaxaca était la terre d'origine de Ricardo Flores Magon. Juan Carlos Beas et Manuel Ballesteros ont publié en 1986 aux

Editions La Antorcha de Mexico une intéressante étude intitulée « Magonisme et mouvement indigène au Mexique » à la suite d'une communication faite dans le cadre du séminaire sur Ricardo Flores Magon. Cette manifestation était organisée à la maison de la culture d'Oaxaca du 25 au 27 juin de la même année par le Centre de recherche et de documentation sur les thèmes et les auteurs d'Oaxaca. Cette étude rend compte de l'apport considérable des libertaires mexicains pendant et dans les mouvements qui ont précédé la Révolution mexicaine et met en lumière l'importance des mouvements des peuples indigènes. Dans le contexte actuel il nous paraît intéressant de porter à la connaissance de nos lecteurs une traduction du premier chapitre de cet ouvrage : « Une longue résistance contre la barbarie occidentale ».

Les nations indigènes qui depuis les temps anciens habitent l'actuel territoire mexicain ont été les acteurs directs des grandes convulsions sociales qui ont secoué le pays. Depuis l'instant où le premier conquistador espagnol a posé son pied de croix, de sang et de poudre sur ces terres, la majorité des peuples indiens a opposé une nécessaire, tenace et violente résistance dont l'objectif était et est toujours de conserver et de récupérer terres, forêts, coutumes et simplement la vie.

Ce combat a été permanent et ils n'ont pas seulement affronté l'invasisseur espagnol, français ou nord-américain, mais aussi les gouvernements conservateurs ou libéraux du Mexique indépendant et le groupe qui a hérité du pouvoir suite à la défaite de ce qu'on appelle la « révolution mexicaine ».

Porfirio Diaz, sanguinaire « pacifiste » oaxaquien, de même que le sérénissime Santa Ana, livra nos ressources et nos terres à l'invasisseur étranger, et développa pendant son gouvernement un processus de modernisation capitaliste, basé sur la spoliation de terres et de ressources naturelles et sur la violence contre les nations indigènes déjà très affaiblies.

En réponse, les peuples indiens ont développé à différents moments, que ce soit pendant le

porfiriato [régime de Porfirio DIAZ] ou durant les années de la lutte armée, des révoltes dont le but était de récupérer ce qui avait été spolié et de mettre un coup d'arrêt aux processus de domination. En même temps, leur lutte quotidienne était orientée vers le maintien de « la Coutume », c'est-à-dire de leur forme de vie et de leur cosmovision.

Cette « Coutume », qui à force d'abnégation et de résistance perdure aujourd'hui, propose certaines formes de propriété et de relations entre les gens et avec la nature, qui sont un obstacle pour les processus d'expansion capitaliste.

La communalité, en tant que coutume des peuples indiens et paysans, propose la propriété sociale, des formes de représentation directes et assembléaires, ainsi qu'une mise à profit du travail et des ressources dont la notion de marchandise est exclue. Elle constitue aussi un mode de compréhension du fonctionnement du monde comme résultat de l'intervention collective des hommes et de forces surnaturelles. De cette façon, « La Coutume » a signifié un obstacle pour le projet d'Etat national et de modernisation capitaliste impulsé par Porfirio DIAZ et ses séides.

Dans un pays à prédominance rurale, comme l'était le Mexique au début du vingtième siècle, le mouvement magoniste a dirigé une part importante de ses actions vers le secteur paysan et indigène.

Le magonisme, à travers nombre de ses actions, proclamations, articles, programmes, rébellions, assemblées, se montre comme un mouvement lié à la lutte de résistance traditionnelle des nations indigènes. Ce lien entre résistance indigène et magonisme fait partie d'une tradition socialiste et apparaît comme déterminé par le communalisme des peuples indiens. Le magonisme est une expression de ce que nous appellerons socialisme ; celui-ci a posé comme une de ses revendications principales, la re-communalisation, la restitution des terres communales aux peuples et le respect envers la différence que représentent les peuples indiens dans un contexte toujours plus métis et occidental.

De ce fait le magonisme se nourrit fondamentalement de trois courants : le libéralisme mexicain, l'anarchisme et la communalité indigène.

(Etude complète consultable en espagnol sur <http://www.laneta.apc.org/magon/mymovind.htm>)

Le déroulement des luttes d'hier et d'aujourd'hui à Oaxaca force notre respect et exige notre solidarité. En effet au-delà des revendications concrètes, avec certaines desquelles on ne se retrouve pas forcément, ce qui importe c'est que dans les années 2000 il y ait encore des faits qui montrent que des mouvements populaires peuvent défier fermement et dignement l'ordre établi pour la satisfaction de leurs revendications et cela malgré le prix à payer en terme de répression. Cela nous aide à continuer à penser que l'espoir d'une révolution sociale libertaire n'est pas une chimère mais bien un espoir réel qui est dans le domaine du possible. De ces possibles révolutionnaires loin, très loin des isolements-étouffoirs des « démocraties » bourgeoises.

Vive la Commune d'Oaxaca !
Vive la Commune !

Jérôme, CGA-Toulouse



Infos et Analyses Libertaires.

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication: Edward Sarboni.

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 233

66002 Perpignan cedex.

ISSN 07514530.

Dépot légal 1^{er} trimestre 2007.

N° 63

Conception graphique : NONO et Jiémé

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/> Courrier électronique: secretariat@c-g-a.org

<p>La CGA à Montpellier Secrétariat Groupe Un Autre Futur 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER e-mail: groupe-uaf@c-g-a.org (permanences le samedi de 15h à 19h)</p>	<p>La CGA à Toulouse Groupe Albert Camus 36, Rue de Cugnaux 31300 TOULOUSE e-mail: groupe-albert-camus@c-g-a.org Permanences le Mardi de 18h à 20h.</p>	<p>La CGA à Perpignan Groupe Puig Antich 2, rue Théodore Guitier Ecrire à: C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX e-mail: antich@wanadoo.fr Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures</p>
<p>La CGA à Lyon Groupe de Lyon, la Plume Noire 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de 17H à 19H, le Samedi de 15H à 19H. Café libertaire ouvert tous les Vendredis de 21H à 1H Tél: 04 72 00 94 10 e-mail: groupe-lyon@c-g-a.org</p>	<p>La CGA à Auch Groupe Les Fédérés c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	<p>La CGA dans la Cerdagne et le Capcir Groupe Mata Negra c/o CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p> <p>Liaison Aveyron C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>
<p>La CGA en région Parisienne Groupe de Seine saint Denis e-mail: liaison93@c-g-a.org</p>	<p>La CGA dans les Bouches du Rhône C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER e-mail: bdr@c-g-a.org</p>	<p>La CGA à Albi (81) Groupe "Ni Dieu, Ni Maître" mél: cga-albi@no-log.org</p>
<p>La CGA dans la Sarthe Liaison Maurice Fayolle Permanence le 3ème samedi du mois de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la maison des associations, 4 rue d'Arcole, 72000 Le Mans e-mail: cga72@no-log.org</p>	<p>La CGA dans l'Aude Liaison Aude C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	<p>La CGA à Issoire Liaison Auvergne C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER e-mail: groupe-loire@c-g-a.org</p>

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).
Prénom:	
Adresse:	Souhaite s'abonner pour un an (Joindre un chèque de 8 Euros (Abonnement de soutien: 15 Euros)
Code postal:	
Ville:	